

# LE TEMPS

## Economie & Finance

Interview samedi 27 juin 2015

### Marc Chesney: «La réglementation? Trop compliquée pour être applicable»

[Mathilde Farine](#)

Pour Marc Chesney, la stabilité du système financier n'a pas été testée

#### [Les liens](#)

- [Marc Chesney: «Une taxe sur les transactions financières pourrait remplacer tous les impôts actuels»](#) (27.06.2015)

**Le Temps: Les tests de résistance n'ont-ils pas montré que le système était solide et que certaines banques devaient être renforcées?**

**Marc Chesney:** Ce sont des tests de complaisance. En octobre 2014, la Banque centrale européenne a présenté les résultats des tests de résistance les plus récents menés en Europe. Treize banques, c'est-à-dire 10% du total, ont échoué. Ce pourcentage est politiquement correct. Deux ou 3% d'échec aurait amené à penser que la procédure était trop laxiste. Et 20% d'échec aurait été perçu comme un signal inquiétant de fragilité du système bancaire. Le contenu de cette liste, lui aussi, est politiquement correct. En effet, les grandes banques allemandes ou françaises n'en font pas partie. Quelle chance que l'énorme amende d'environ 8,8 milliards de dollars dont doit s'acquitter BNP Paribas aux Etats-Unis concerne une période ultérieure au 31 décembre 2013! Les pires scénarios, comme une faillite de la Grèce, ont été exclus. La stabilité du système n'est donc pas vraiment testée.

**– Quel niveau de fonds propres faudrait-il atteindre pour que le système reste stable?**

– Il faudrait au moins un niveau de 20% de capitaux propres par rapport au total des engagements. Actuellement, le niveau n'est que de 4 ou 5% dans le meilleur des cas. Pour les emprunts hypothécaires, les particuliers se doivent d'effectuer un apport en capital d'au moins 20% de la valeur du bien. Au nom de quoi les grandes banques s'affranchissent-elles des règles qu'elles imposent à leurs clients? Par ailleurs, les activités hors bilan des banques demeurent opaques et devraient être réduites. A mon avis, la stabilité du système requiert, comme aux Etats-Unis jusqu'en 1999, une séparation des activités de banque d'investissement et de banque de détail. Il manque également un processus de certification des produits financiers, afin de vérifier leur intérêt pour l'économie réelle. L'objectif serait de contrecarrer la finance casino. De tels processus existent d'ailleurs dans la plupart des secteurs d'activité: l'industrie pharmaceutique, automobile, etc.

**– De nouvelles réglementations ont pourtant été mises en place, ce qui devrait constituer un progrès...**

– Prenez les accords dits de Bâle III, c'est au moins 600 pages de documentation et de règles. C'est trop compliqué pour être applicable!

Et la régulation actuelle a un autre effet pervers: face à cette avalanche réglementaire, les plus petites banques peinent à s'adapter et ont tendance à chercher l'intégration dans un grand groupe. C'est ainsi que les grandes banques deviennent encore plus grandes, ce qui renforce encore le problème systémique.

**– Aurait-il fallu laisser les banques faire faillite, UBS en 2008, par exemple?**

– Non, il s'agissait d'une urgence, il fallait effectivement renflouer UBS pour éviter une situation chaotique pour la Suisse. Mais ensuite, il aurait fallu changer les règles, mettre en place de nouvelles directions qui se comportent de manière raisonnable en termes de bonus, de prise de risques... Pas seulement en Suisse d'ailleurs. En fait, ce qui se produit est tout à fait problématique. Les plus grandes banques perçoivent des subventions car elles peuvent emprunter à des taux inférieurs à ceux du marché. En cas de problèmes financiers ou de dangers de faillite, c'est le contribuable qui paiera la facture. Il est ainsi garant des emprunts effectués par les banques systémiques. Selon le FMI, cette «subvention» s'est élevée à 300 milliards de dollars pour les banques dites «too big to fail» de l'Union européenne entre 2011 et 2012. Pour les établissements suisses, elle a été de 50 milliards pour les deux mêmes années. Il est ainsi facile d'offrir des bonus mirobolants aux dirigeants ou aux traders.